

Préfecture
Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France
Unité territoriale des Yvelines

ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2014351-0001
concernant l'établissement exploité par la société SOFRILOG TRAPPES à
ELANCOURT (78990) 71-73 rue Georges Politzer

Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 ;

Vu le récépissé du 8 août 1973 donnant acte à la société C.E.G.F. de sa déclaration relative à son activité de réfrigération par ammoniac sur le site d'Elancourt (78990) 71-73 avenue Georges Politzer ;

Vu le récépissé du 16 décembre 1986 donnant acte à la société C.E.G.F. de sa déclaration relative à l'utilisation de transformateur PCB sur son site d'Elancourt (78990) 71-73 avenue Georges Politzer ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 décembre 1988 autorisant la société C.E.G.F. à exploiter des installations de réfrigération ou de compression sur la commune d'Elancourt (78990) 71-73 avenue Georges Politzer ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1994 mettant à jour le classement des installations exploitées par la société C.E.G.F. sur la commune d'Elancourt (78990) 71-73 avenue Georges Politzer ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 décembre 1994 prenant acte de la succession de FRIGOSCANDIA aux installations précédemment exploitées par la société C.E.G.F. à Elancourt (78990) 71-73 avenue Georges Politzer et mettant à jour le classement des installations déclarées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 février 1998 mettant à jour le classement des installations exploitées par la société FRIGOSCANDIA sur la commune d'Elancourt (78990) 71-73 avenue Georges Politzer ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2007 autorisant la société SOFRILOG TRAPPES, successeur de la société FSD CRYOLOGISTIC qui avait elle-même succédé à la société FRIGOSCANDIA, à poursuivre l'exploitation des installations susvisées, dans son établissement d'Elancourt (78990) sis 71-73 avenue Georges Politzer ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 février 2012 mettant à jour le classement des installations exploitées par la société SOFRILOG TRAPPES suite à la modification de la nomenclature créant la rubrique n°1511 et modifiant la rubrique n°2920 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 17 décembre 2012 transmettant à l'exploitant les constats réalisés lors de la visite d'inspection du 29 novembre 2012 ;

Vu le courrier électronique du 15 avril 2013 par lequel l'exploitant apporte des éléments de réponse aux non-conformités constatées lors de l'inspection du 29 novembre 2012 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 novembre 2014 faisant suite à la visite d'inspection du 7 novembre 2014 ;

Vu la lettre de l'inspection des installations classées du 26 novembre 2014 transmettant à l'exploitant le rapport de l'inspection des installations classées du 26 novembre 2014 pour observations éventuelles ;

Considérant que l'exploitant n'a pas émis d'observations dans le délai qui lui était imparti sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 28 novembre 2014 ;

Considérant que lors de l'inspection du 7 novembre 2014 du site exploité par la société SOFRILOG TRAPPES à Elancourt (78990) 71-73 avenue Georges Politzer, l'inspection des installations classées a constaté que l'analyse méthodique des risques de prolifération de légionelles n'a pas été mise à jour ;

Considérant que lors de l'inspection du 7 novembre 2014, l'inspection des installations classées a constaté que la société SOFRILOG TRAPPES n'a pas mis à jour les procédures et les modes opératoires avec les pratiques actuelles pour gérer chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* dans son établissement d'Elancourt (78990) 71-73 avenue Georges Politzer ;

Considérant que lors de l'inspection du 7 novembre 2014, l'inspection des installations classées a constaté que les travaux définis par l'étude technique n'ont pas été mis en œuvre en ce qui concerne l'installation de dispositifs de protection contre les effets de la foudre pour son établissement situé à Elancourt (78990) 71-73 avenue Georges Politzer ;

Considérant que lors de l'inspection du 7 novembre 2014 l'inspection des installations classées a constaté que l'état initial des tuyauteries concernées par le plan contre les effets du vieillissement des installations et des supports associés n'a pas été réalisé ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions prévues à l'article L.171.8-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRETE

Article 1^{er} : La société SOFRILOG TRAPPES est mise en demeure pour l'établissement qu'elle exploite sur la commune d'Elancourt (78990) 71-73 avenue Georges Politzer à compter de la notification du présent arrêté, de respecter, dans un **délai maximal de trois mois**, les dispositions des :

- articles 26.I.1.a et 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2621 ;
- articles 5, 6 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

en application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - le présent arrêté sera notifié à la société SOFRILOG TRAPPES et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
- sous-préfet de Rambouillet,
- maire de la commune d'Elancourt,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie,
- directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation
Le Préfet des Yvelines, le 17 DEC. 2014

Le Préfet des Yvelines,

Marion RAFALOVITCH